

DREAL-UD69-FP  
DDPP-SPE- OG/IG

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2025-222,  
portant mise en demeure de la société SERFIM RECYCLAGE,  
pour son établissement sis 32, Allée Tache-Velin à Vénissieux**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfète du Rhône  
Commandeur de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-8 et L. 515-41 ;

VU les articles L. 121-1 et L. 121-2 du Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié du 28 juillet 1997, régissant le fonctionnement des installations exploitées par la société SERPOL sur le site sis 32, Allée Tache-Velin à Vénissieux ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 avril 2023, portant autorisation du changement d'exploitant du site SERPOL sis 32, Allée Tache-Velin à Vénissieux, au profit de la société SERFIM RECYCLAGE ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 12 avril 2024, faisant suite à la visite d'inspection du 9 avril 2024 du site SERFIM RECYCLAGE de Vénissieux ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 16 octobre 2025, faisant suite à la visite d'inspection inopinée du 27 septembre 2025 du site SERFIM RECYCLAGE de Vénissieux ;

VU le courrier envoyé en lettre recommandée avec accusé de réception en date du 16 octobre 2025 informant, conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, l'exploitant des constats fondant la mise en demeure susceptible de lui être prononcée et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté dans le délai imparti ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection inopinée du 27 septembre 2025, l'Inspection des Installations Classées a constaté que la société SERFIM RECYCLAGE (SIRET n° 392 928 826 00099, SIREN n° 392 928 826) :

- n'était pas en mesure de mettre en œuvre, hors heures ouvrées, les dispositions et l'organisation du Plan d'Opération Interne (POI) du site SERFIM RECYCLAGE de Vénissieux, conformément à l'article L. 515-41 du Code de l'environnement et à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement,
- que le site n'est pas doté d'un bassin de confinement des eaux incendie, dimensionné suivant la méthodologie D9A, conformément à l'article 26 bis de l'arrêté du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

CONSIDÉRANT que l'exploitation du site SERFIM, classé SEVESO seuil bas, dans les conditions décrites dans le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 16 octobre 2025, peut présenter des dangers et nuisances pour les personnes, les biens et l'environnement ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Mise en demeure**

La société SERFIM RECYCLAGE (SIRET n° 392 928 826 00099, SIREN n° 392 928 826), qui exploite le site sis 32, Allée Tache-Velin à Vénissieux, est mise en demeure :

- dans un délai de 2 mois, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les exigences de l'article L. 515-41 du Code de l'environnement et de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement, en mettant en place les dispositions et l'organisation, afin que le POI puisse être mis en œuvre en heures ouvrées et non-ouvrées,

Dans ce cadre, l'exploitant explicitera également les modalités mises en place afin d'assurer, de manière pérenne, une surveillance permanente du site de Vénissieux et mettra à jour le POI du site, suivant les demandes du rapport DREAL du 12 avril 2024 suite à la visite d'inspection du 9 avril 2024. L'exploitant veillera à intégrer au POI les numéros d'astreinte des interlocuteurs locaux tels que la DREAL, la Préfecture et la SNCF, gestionnaire de la voie ferrée Lyon-Grenoble adjacente au site.

Des dispositions temporaires doivent être mises en œuvre par l'exploitant permettant une surveillance du site hors et pendant les heures ouvrées.

### **Article 2 : Mise en demeure**

La société SERFIM RECYCLAGE (SIRET n° 392 928 826 00099, SIREN n° 392 928 826), qui exploite le site sis 32, Allée Tache-Velin à Vénissieux, est mise en demeure :

- dans un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les exigences de l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en définissant une solution adaptée de confinement des eaux incendie, dimensionnée suivant la méthodologie D9A.

Un échéancier de réalisation du ou des ouvrages devra également être transmis, sous 1 mois, à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 3 : Sanctions**

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 4 :**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 5 :**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

### **Article 6 :**

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Vénissieux.